

Office fédéral de l'agriculture
M. Manfred Bötsch, directeur
Mattenhofstrasse 5
3003 Berne

Berne, le 29 septembre 2010

Agriculture et filière alimentaire 2025

Weststrasse 10
Postfach
CH-3000 Bern 6

Monsieur le Directeur,
Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de nous offrir la possibilité de nous exprimer sur le document de discussion consacré à l'orientation stratégique de la politique agricole.

Notre représentant ayant déjà exposé quelques revendications sur l'un des quatre points de la stratégie au sein d'un groupe de travail, lors de la séance du groupe d'accompagnement du 25 août dernier, nous saisissons maintenant la possibilité qui nous est offerte de prendre position par écrit sur l'entier du document.

Généralités

Nous saluons votre initiative de placer la politique agricole dans une perspective à long terme visant l'horizon 2025. Même s'il n'est possible d'estimer que très approximativement les conditions générales qui prévaudront alors, il en résulte de précieuses pistes de réflexion.

Nous approuvons le principe de la subdivision de la stratégie en axes prioritaires comportant chacun quatre éléments stratégiques. À ce propos, il est clair qu'il n'est pas possible d'accorder une importance égale à chacun des seize éléments. Les travaux futurs devront donc dégager des priorités et des points forts. Dans une perspective à long terme, au vu de l'évolution démographique mondiale et de la limitation des ressources, il y a lieu d'accorder à la sécurité de la production et de l'approvisionnement alimentaires, et par conséquent au maintien du degré d'autoapprovisionnement, une importance centrale au moins égale à celle prévalant actuellement.

À côté de grandes parties du document auxquelles nous pouvons adhérer ou que nous soutenons explicitement, il existe quelques points que nous jugeons d'un œil critique. Les voici plus en détail.

Analyse chapitre par chapitre

Politique actuelle

➤ **Compatibilité sociale**

S'agissant de la modification des structures, l'évolution intervenue ces dernières années, telle qu'elle est présentée dans le document, peut être considérée comme socialement supportable. En revanche, l'évolution et la situation actuelle en termes de revenus est présentée de façon partielle et idéalisée. Alors que l'écart entre le revenu des paysans et celui des actifs des autres secteurs économiques atteint 40 pour cent, on ne peut raisonnablement affirmer que les objectifs sont atteints et qu'il n'est nul besoin d'intervenir. Par ailleurs, l'impact de la dernière étape de la réforme de la politique agricole ne s'est fait sentir qu'à partir de 2009 et 2010, années dont l'analyse ne tient pas compte. Si l'on entend que l'agriculture puisse répondre à long terme aux attentes la concernant, il est capital de rétribuer équitablement ses prestations et de lui offrir des perspectives en la matière.

Conditions futures

➤ **Scénarios futurs**

Alors que l'évolution des principaux facteurs d'influence présentée au chapitre 3 donne un très bon et intéressant aperçu des tendances et des perspectives, les trois scénarios déduits des évolutions attendues dans les divers secteurs paraissent plutôt entachés d'arbitraire. On peut en effet absolument imaginer d'autres combinaisons des évolutions de la nature, de l'économie et de la politique que celles proposées par les trois scénarios considérés. Nous sommes toutefois parfaitement conscients de la difficulté d'estimer les conditions futures.

Nécessité d'intervenir

➤ **Sécurité de l'approvisionnement**

Si la production reste identique à celle d'aujourd'hui mais que la population augmente, le degré d'auto-approvisionnement, actuellement de 60 pour cent brut (ou 54 pour cent net), poursuivra son recul. Vu la diminution de l'offre alimentaire mondiale à laquelle il faut s'attendre, on doit se demander s'il est bien raisonnable que la Suisse assure une part toujours croissante de son approvisionnement auprès d'autres pays. Ne serait-il pas plus indiqué d'orienter la politique sur le maintien du degré d'auto-approvisionnement actuel, voire son augmentation ? Et ce, bien entendu, dans le respect de la durabilité ?

Stratégie

➤ **Utiliser au mieux le potentiel de production**



Le maintien de la production à son niveau actuel conduirait, comme nous l'avons écrit plus haut, à la baisse du degré d'auto-provisionnement. Cet aspect mérite toute l'attention voulue. Le renforcement des grandes cultures en Suisse peut être approuvé en principe. Il convient toutefois de rester attentif à l'orientation de la production sur les conditions naturelles, topographiques et climatiques.

➤ **Développer et valoriser le leadership en matière de qualité**

La déclaration de l'origine Suisse, tout autant que l'indication systématique d'informations sur l'origine des produits importés, est une condition essentielle à la mise en œuvre de la stratégie formulée en matière de qualité. Dans la perspective de nouvelles ouvertures éventuelles du marché, la défense de nos parts du marché indigène reste aussi importante que la conquête des marchés d'exportation. Il faudra aussi en tenir compte lors de l'attribution des moyens financiers.

Outre les points développés ci-dessus, nous constatons que le rapport évoque à plusieurs reprises le renforcement des exigences, dans le domaine écologique notamment, alors qu'il y est question de diverses réductions des dépenses en faveur de l'agriculture ou seulement d'une augmentation momentanée des besoins financiers en cas de nouvelle ouverture des frontières. Il n'est pas possible d'en déduire des perspectives acceptables pour les familles paysannes.

En espérant que l'intégration de nos revendications permettra d'augmenter encore la valeur de cet intéressant document, nous vous remercions d'en tenir compte et vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments cordiaux.

Fédération des Producteurs Suisses de Lait PSL

